

Convention collective nationale

**IDCC : 7517. – INGÉNIEURS ET CADRES
D'EXPLOITATIONS AGRICOLES
(2 avril 1952)**

(Étendue par arrêté du 13 octobre 1953,
Journal officiel du 28 octobre 1953)

AVENANT N° 49 DU 15 MAI 2018

NOR : AGRS1897234M

IDCC : 7517

Entre :

Fédération nationale de la propriété privée rurale ;

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ;

Fédération nationale du bois ;

Entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Fédération de l'agriculture CFTC-Agri ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes
FGTA FO ;

Fédération générale agroalimentaire FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les organisations patronales et salariales conviennent de réviser la convention collective nationale des ingénieurs et cadres d'entreprises et exploitations agricoles du 2 avril 1952 afin d'acter la baisse des taux de cotisations du régime de prévoyance, la réduction du délai de franchise relatif à la garantie incapacité temporaire de travail et la mise en conformité de certains articles (définition des enfants à charge et du salaire de référence en cas d'incapacité temporaire de travail, expression des dispenses d'affiliation à la garantie complémentaire santé).

Article 1^{er}

La convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est modifiée comme suit :

À l'article 4 « Cotisations », le paragraphe 4.2 intitulé « Taux de cotisations et répartitions » est modifié comme suit :

« 4.2. Taux de cotisations et répartitions

Dispositions existantes, sans changement.

Garantie de retraite complémentaire :

Dispositions existantes, sans changement.

Garanties de prévoyance :

Le taux global des cotisations destinées au financement des prestations de prévoyance définies au titre III de la présente convention est égal à :

- 1,48 % sur la tranche de rémunération inférieure ou égale au plafond des assurances sociales agricoles (tranche A), réparti à raison de 83,78 % à la charge de l'employeur et de 16,22 % à la charge du salarié soit un taux de cotisation respectif de 1,24 % pour l'employeur et de 0,24 % pour le salarié ;
- 2,65 % sur les tranches de rémunération comprises entre le plafond des assurances sociales agricoles et une limite supérieure ou égale à 8 fois ce plafond (tranches B et C) répartis à raison de 62,64 % à la charge de l'employeur et de 37,36 % à la charge du salarié soit un taux de cotisation respectif de 1,66 % pour l'employeur et de 0,99 % pour le salarié.

Concernant le risque incapacité temporaire, la garantie correspondant à l'obligation de mensualisation de l'employeur est à la charge exclusive de celui-ci et correspond à une cotisation de 0,47 % sur la tranche A et de 1,05 % sur les tranches B et C.

La garantie correspondant au relais mensualisation est quant à elle à la charge exclusive du salarié et correspond à une cotisation de 0,22 % sur la tranche A et de 0,48 % sur les tranches B et C.

Le taux global des cotisations destinées au financement des prestations de prévoyance est détaillé en annexe I.

Retraite supplémentaire :

Dispositions existantes, sans changement.

Garantie complémentaire frais de santé :

Dispositions existantes, sans changement.

Dispenses d'affiliation à la garantie complémentaire santé :

dispositions existantes sans changement, à l'exception du premier paragraphe qui est réécrit comme suit :

« Sans préjudice des cas de dispenses d'ordre public prévus par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, pourront demander à être dispensés d'affiliation de la garantie frais de santé les salariés se trouvant dans l'une des situations visées ci-dessous.

Pour être prises en compte, les demandes de dispense d'affiliation prévues ci-dessous doivent être faites par écrit à l'employeur et lui parvenir :

- dans le mois qui suit l'embauche, pour les nouveaux embauchés ;
- au plus tard le 8 du mois pour une mise en œuvre de la dispense d'affiliation le mois suivant, pour les salariés déjà présents dans l'entreprise.

Ces demandes doivent être accompagnées, lorsqu'il est rendu nécessaire, de tout document justifiant de la situation de dispense.

Le salarié qui ne remplit plus les conditions requises à la dispense d'affiliation doit en informer son employeur. Il doit alors obligatoirement être affilié à la présente garantie frais de santé à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant. »

Cas particulier des couples travaillant dans la même entreprise :

Dispositions existantes, sans changement.

Cas particulier des employeurs multiples relevant du champ d'application de la présente convention :

Dispositions existantes, sans changement.

La définition des enfants à charge de l'article 10 « Ayants droit » est annulée et remplacée comme suit :

« Enfants à charge :

Par enfants à charge, il faut entendre :

- les enfants du salarié, nés ou à naître, dont la filiation est légalement établie, y compris adoptive ;
- les enfants qu'il a recueillis et pour lesquels la qualité de tuteur lui est reconnue ;
- les enfants du conjoint, du cocontractant d'un Pacs ou du concubin du salarié, dont la filiation est légalement établie, sous réserve d'être à la charge effective du salarié, c'est-à-dire si celui-ci subvient à leurs besoins et assure leur éducation et, pour les garanties de prévoyance, à condition également qu'ils ne donnent pas lieu au versement d'une pension alimentaire par leur autre parent ;

Dès lors que ces enfants remplissent l'une des conditions suivantes :

- être âgés de moins de 20 ans, et s'ils travaillent que leur rémunération n'excède pas 55 % du Smic ;
- être âgés de moins de 28 ans, sous réserve qu'ils poursuivent leurs études ou qu'ils soient apprentis ou demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et non indemnisés ;
- quel que soit leur âge, lorsqu'ils sont atteints d'un handicap tel qu'ils ne peuvent exercer aucune activité professionnelle rémunérée, à condition qu'ils soient titulaires d'une carte d'invalidité et que leur état d'invalidité ait été constaté avant leur 21^e anniversaire. »

Les autres définitions ne sont pas modifiées.

L'article 15.2 « Service des indemnités journalières » est annulé et remplacé par le texte suivant :

« 15.2. Service des indemnités journalières

L'indemnité journalière qui est servie en complément des indemnités journalières du régime de base est versée à compter du 4^e jour d'arrêt de travail pour cause de maladie ou accident de la vie privée et à compter du 1^{er} jour en cas d'accident du travail, de maladie professionnelle ou de maternité.

Le service de l'indemnité journalière est maintenu tant que l'indemnité journalière du régime de base est servie au salarié.

À la fin de chaque année civile, le conseil d'administration de l'organisme assureur fixe pour l'exercice suivant, le coefficient servant à la revalorisation des indemnités journalières. Son montant fait l'objet d'une approbation préalable obligatoire de la commission nationale paritaire. »

L'article 15.3 « Salaire de référence » est annulé et remplacé par le texte suivant :

« 15.3. Salaire de référence

Le salaire journalier servant de base au calcul de l'indemnité journalière complémentaire est déterminé selon les mêmes modalités que celles utilisées pour le calcul des indemnités journalières du

régime de base, à partir du salaire brut habituel perçu au cours des 3 mois précédant l'arrêt de travail, augmenté des rémunérations autres que le salaire mensuel ayant donné lieu à cotisations et retenues au *pro rata temporis*. »

L'annexe I « Taux et répartitions des cotisations en vigueur au 1^{er} juillet 2012 » est annulée et remplacée par l'annexe I « Taux et répartitions des cotisations en vigueur au 1^{er} janvier 2019 » rédigée comme suit :

« ANNEXE I

Taux et répartitions des cotisations en vigueur au 1^{er} janvier 2019

	TA <i>Tranche de salaire inférieure ou égale au plafond ASA</i>			TB – TC <i>Tranche de salaire comprise entre 1 et 8 fois le plafond ASA</i>		
	Part employeur	Part salariale	Total	Part employeur	Part salariale	Total
Décès	0,42 %		0,42 %	0,18 %	0,12 %	0,30 %
Capital décès	0,33 %		0,33 %	0,13 %	0,12 %	0,25 %
Indemnité frais d'obsèques	0,02 %		0,02 %			
Rente éducation	0,07 %		0,07 %	0,05 %		0,05 %
Incapacité temporaire	0,47 %	0,22 %	0,69 %	1,05 %	0,48 %	1,53 %
Mensualisation	0,45 %		0,45 %	0,99 %		0,99 %
Complément mensualisation	0,02 %		0,02 %	0,06 %		0,06 %
Relais mensualisation		0,22 %	0,22 %		0,48 %	0,48 %
Incapacité permanente	0,35 %	0,02 %	0,37 %	0,43 %	0,39 %	0,82 %
Incapacité permanente privée	0,31 %	0,02 %	0,33 %	0,35 %	0,39 %	0,74 %
Incapacité permanente professionnelle	0,04 %		0,04 %	0,08 %		0,08 %
Total taux de cotisation (Soit en répartition)	1,24 % (83,78 %)	0,24 % (16,22 %)	1,48 % (100 %)	1,66 % (62,64 %)	0,99 % (37,36 %)	2,65 % (100 %)

Article 2

Ces modifications prennent effet au 1^{er} janvier 2019.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 15 mai 2018.

(Suivent les signatures.)